



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/CN.4/1446  
18 janvier 1981  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS/ARABE/  
ESPAGNOL/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente-septième session  
Point 28 de l'ordre du jour provisoire

ELECTION DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION  
DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES  
ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Note du Secrétaire général

1. A sa trente-quatrième session, le 9 mars 1978, la Commission des droits de l'homme a élu pour une période de trois ans 26 membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités 1/.
2. Le mandat des membres susmentionnés de la Sous-Commission ayant expiré, la Commission des droits de l'homme est appelée à procéder à une nouvelle élection.
3. La procédure d'élection des membres de la Sous-Commission est régie par les décisions suivantes de la Commission et du Conseil économique et social :
  - i) A sa première session (janvier-février 1947), la Commission a décidé :
    - "a) que la Sous-Commission se [composerait] de ... personnes choisies par la Commission en consultation avec le Secrétaire général, et sous réserve du consentement des gouvernements dont ces personnes [seraient] ressortissantes;"
    - "b) qu'une personne au plus [serait] choisie dans un pays donné;" 2/
  - ii) Le 31 mai 1968, le Conseil économique et social a adopté sa résolution 1334 (XLIV) relative à la composition de la Sous-Commission, reproduite ci-après :

"Le Conseil économique et social,

Notant la résolution 9 (XXIV) de la Commission des droits de l'homme,

Souhaitant une plus large représentation des différents systèmes juridiques, régions et cultures, ainsi qu'une représentation géographique équitable dans la composition de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

1/ Pour la liste des membres, voir l'annexe II.

2/ Documents officiels du Conseil économique et social, quatrième session Supplément No 3, par. 20.

1. Décide de porter à 26, à partir de 1969, le nombre des membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

2. Prie la Commission des droits de l'homme d'élire, à sa vingt-cinquième session, 26 membres de la Sous-Commission parmi les experts nommés par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sur la base suivante :

Etats d'Afrique et d'Asie	12 membres;
Etats d'Europe occidentale et autres Etats	6 membres;
Etats d'Amérique latine	5 membres;
Etats d'Europe orientale	3 membres."

4. Dans sa décision 1978/21 du 5 mai 1978, le Conseil économique et social a décidé que les douze sièges attribués aux Etats d'Afrique et d'Asie de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités au paragraphe 2 de la résolution 1334 (XLIV) du Conseil, en date du 31 mai 1968, seraient ainsi répartis :

Groupe des Etats d'Afrique	: 7 sièges;
Groupe des Etats d'Asie	: 5 sièges.

5. Le 3 novembre 1980, le Secrétaire général a adressé aux gouvernements une note verbale dans laquelle il leur demandait de soumettre à la Commission des droits de l'homme, à sa trente-septième session, des propositions de candidatures d'experts en vue de l'élection des membres de la Sous-Commission.

6. Au 8 janvier 1981, le Secrétaire général avait reçu des propositions de candidature à la Sous-Commission émanant des gouvernements suivants : Argentine, Bangladesh, Belgique, Colombie, Costa Rica, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Inde, Iraq, Italie, Mexique, Nicaragua, Norvège, Pakistan, Panama, République arabe syrienne, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tunisie, Turquie, Yougoslavie et Zaïre.

7. Les Gouvernements de l'Autriche et du Qatar ont fait savoir qu'ils n'avaient pas de candidatures à proposer. Les communications et propositions de candidatures supplémentaires qui seront reçues des gouvernements seront distribuées en tant qu'additifs au présent document.

8. On trouvera dans l'annexe I ci-après les propositions de candidature reçues à ce jour, accompagnées du curriculum vitae fourni par le gouvernement présentant la candidature :

M. Julio Cesar Aviles Aburto	(Nicaragua)
M. Antonio Martínez Baez	(Mexique)
Mme Elisabeth Odio Benito	(Costa Rica)
M. Marc J. Bossuyt	(Belgique)
M. Abdelwahab Bouhdiba	(Tunisie)
M. Marcello Capurso	(Italie)
M. Beverly Carter Jr.	(Etats-Unis d'Amérique)

M. Abu Sayeed Chowdhury	(Bangladesh)
M. Dumitru Ceausu	(Roumanie)
Mme Erica-Irene A. Daes	(Grèce)
M. Asbjørn Eide	(Norvège)
M. Hicri Fisek	(Turquie)
M. Riyadh Aziz Hadi	(Iraq)
M. Carlos Holguin-Holguin	(Colombie)
M. Nasser Kaddour	(République arabe syrienne)
M. Ahmed Khalifa	(Egypte)
M. Syed S.A. Masud	(Inde)
M. Julio Oyhanarte	(Argentine)
M. S. Sharifuddin Pirzada	(Pakistan)
Mme Nicole Questiaux	(France)
M. Jorge Eduardo Ritter	(Panama)
M. Ivan <sup>V</sup> Tosvevski	(Yougoslavie)
M. Benjamin Whitaker	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
M. Dzankon Detemeni (Loli Zubu	Zaïre

Annexe I

CURRICULUM VITAE

M. JULIO CESAR AVILES ABURTO

(Candidature proposée par le Gouvernement nicaraguayen)

Date de naissance : 4 mai 1931  
Lieu de naissance : Jinotepe (Nicaragua)  
Situation de famille : Marié à Onelia Castillo de Avilés  
Nombre d'enfants : Six.

ETUDES

Etudes primaires : Ecole publique et Institut municipal de Jinotepe.  
Etudes secondaires : Instituto Nacional Juan José Rodríguez et Instituto Nacional Ramírez Goyena - Managua.  
Baccalauréat : 1950.  
Etudes universitaires : Diplôme d'avocat et de notaire de l'Université de León (Nicaragua) en 1957.

ACTIVITES DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Se consacre à l'exercice de sa profession à Managua (Nicaragua) où il organise, en raison des persécutions politiques exercées par la dictature, la commission pour la défense des personnes inculpées pour des motifs politiques.

- 1959 - Poursuivi pour ses opinions politiques, il est emprisonné pendant six mois et détenu au secret dans les prisons de Managua pour avoir protesté contre l'assassinat d'étudiants par la dictature somoziste.
- 1960 - Continue à défendre les inculpés pour motifs politiques
- 1962 - Choisi comme avocat conseil par les syndicats portuaires du Nicaragua qui souhaitent obtenir la liberté syndicale.
- 1964 - Délégué au Congreso de Juventudes de Partidos Democráticos de América Latina (Congrès des jeunesses démocrates d'Amérique latine) à San José (Costa Rica)
- 1968 - Assure la défense de plusieurs inculpés pour motifs politiques appartenant à l'Organisation du Front sandiniste de libération nationale.
- 1972 - Fait partie en tant que membre de l'opposition de la délégation du Nicaragua au Congreso sobre Reforma Agraria y Colonización (Congrès sur la réforme agraire et la colonisation) organisé sous l'égide de la FAO, de la CEPAL et de l'ILPES.

1973 - Lors du tremblement de terre de Managua, organise à Carazo un comité de secours pour protéger et aider les sinistrés.

Cofondateur de la Croix-Rouge de Carazo.

1974 - Nommé Président de la Croix-Rouge à Carazo, poste auquel il est réélu jusqu'en 1978.

1977 - Fonde et met en place à Managua, avec des groupes humanitaires, la Commission permanente de défense des droits de l'homme.

Occupe les fonctions de Secrétaire juridique national.

1978 - Organise à Carazo et dans les autres départements de la République du Nicaragua la Commission régionale de la Commission permanente de défense des droits de l'homme.

En septembre 1978, poursuivi par la dictature de Somoza Debayle, il obtient d'être laissé en liberté lors de la visite au Nicaragua d'une délégation de la Commission interaméricaine des droits de l'homme avec laquelle il collabore aux enquêtes sur les violations des droits de l'homme dans ce pays.

1979 - Participe au Séminaire sur les droits de l'homme organisé en application du Pacte San José sous l'égide de l'OEA, de la CIDH et de l'Association interaméricaine de juristes.

En avril 1979, il est poursuivi et mis au secret pendant trente jours pour avoir persévéré à dénoncer les cas de disparitions pour des raisons politiques et pour avoir assuré la défense d'inculpés pour motifs politiques; après avoir été longuement torturé et avoir été transféré dans plusieurs prisons du pays, il est remis en liberté à Rivas à 110 kilomètres de Managua après un simulacre de procès.

En mai 1979, il est poursuivi par la Garde nationale de Somoza qui l'oblige à entrer dans la clandestinité mais il continue à défendre les droits de l'homme; faute de pouvoir le retrouver, les autorités emprisonnent sa femme alors que le Nicaragua est en pleine guerre et ils persécutent toute sa famille.

1979 - Chute de Somoza.

1980 - Nommé conseiller juridique national de la Commission nationale de promotion et de protection des droits de l'homme du Nicaragua et membre du Comité exécutif national, organisme fondé conformément aux résolutions et aux recommandations de l'ONU.

En septembre 1980, il collabore aux enquêtes effectuées par une délégation de la CIDH qui s'est rendue au Nicaragua.

En octobre 1980, il est nommé deuxième vice-président de la Commission nationale des droits de l'homme du Nicaragua (poste qu'il occupe toujours), et chef de la Sous-Commission pour les libertés publiques.

## M. ANTONIO MARTÍNEZ BÁEZ

(Candidature proposée par le Gouvernement mexicain)

Né à Morelia, capitale de l'Etat du Michoacán, le 18 juillet 1901, fils de Manuel Martínez Solórzano et de Francisca Báez de Martínez.

Son père a été Directeur du Musée du Michoacán pendant 20 ans (1900-1920) et Directeur du Colegio Primitivo Nacional de San Nicolás de Hidalgo pendant 15 ans ainsi que professeur de sciences naturelles dans le même établissement. Il a également été Député à l'Assemblée constituante de Querétaro en 1916-1917.

Antonio Martínez Báez a fait ses études secondaires au Colegio Primitivo Nacional de San Nicolás de Hidalgo (1913-1919) et a commencé ses études supérieures à la Faculté de droit de l'Université du Michoacán en 1920. En 1921 il est entré à l'Escuela Nacional de Jurisprudencia de l'Université nationale du Mexique où il a poursuivi ses études de 1921 à 1925 et obtenu son diplôme d'avocat le 21 juillet 1926. Lors de sa dernière année d'études supérieures, il a obtenu le premier prix d'un concours organisé par les quotidiens El Universal de Mexico et Los Angeles Times de Los Angeles (Californie) et dont le thème était "Essai sur le gouvernement constitutionnel".

En 1929 il est devenu titulaire de la chaire de droit constitutionnel de l'Escuela Nacional de Jurisprudencia qu'il a occupée sans interruption jusqu'en 1948 et qu'il a occupée à nouveau en 1953. Dans cette Faculté ainsi qu'à l'Escuela Libre de Derecho il a donné à titre spécial plusieurs cours semestriels sur les thèmes "Faillites et concours de créanciers" et "Le droit agraire".

Au Colegio de México, il a été chargé en 1944 de donner un cours semestriel sur le thème "Démocraties, doctrines et institutions".

Membre de la Commission chargée de la révision du Code de commerce de 1931 à 1946.

Il a été chef du Département des indemnisations au Ministère de l'agriculture et des travaux publics, chef du Bureau de la dette publique au Ministère des finances et du crédit public, et chef du Département juridique du Banco Nacional Hipotecario Urbano y de Obras Públicas, S.A., de 1935 à 1941.

Représentant du Gouvernement mexicain au Congreso Municipal Americano (Congrès municipal américain) qui s'est tenu à Santiago du Chili en 1941.

Président de la Commission bancaire nationale de 1941 à 1943.

Administrateur de la Financiera Industrial Azucarera (Société pour le financement de l'industrie sucrière) de 1943 à 1946.

Lors de la réorganisation de l'Université nationale autonome du Mexique en 1945, il a été nommé membre du Conseil d'administration de l'université, dont il a été Secrétaire permanent jusqu'en 1966.

Il a été avocat-conseil de la Comisión Nacional Agraria (Commission agraire nationale), du Ministère de l'agriculture et des travaux publics et de l'ancien Ministère de l'industrie, du commerce et du travail.

Membre de la Commission d'études juridiques et de travaux législatifs relevant du Procureur général de la République de 1946 à 1948.

Membre de l'Academia Mexicana de Legislación y Jurisprudencia (l'Académie mexicaine de législation et de jurisprudence) et correspondant de l'Académie espagnole.

Membre du Conseil exécutif de la Barra Mexicana-Colegio de Abogados (Ordre mexicain des avocats), Vice-Président en 1946-1948, 1954-1955, 1956-1957 et 1958 et Président en 1959-1960.

Représentant du Gouvernement mexicain à la Conférence internationale du Travail à Genève en 1947.

Ministre de l'économie du Gouvernement de la République d'octobre 1948 à novembre 1952.

Il a obtenu le doctorat en droit et a été nommé en 1950 professeur chargé des cours de doctorat à la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université nationale autonome du Mexique, où il est actuellement titulaire de la chaire de droit constitutionnel.

Représentant du Mexique à la session extraordinaire du Conseil économique et social interaméricain qui s'est tenue à Washington en mars 1950.

Membre de l'Académie internationale de sciences politiques et d'histoire constitutionnelle de la Sorbonne à Paris.

Président de la cinquième session de la Commission économique pour l'Amérique latine qui s'est tenue à Mexico en avril 1951, et de la sixième session qui s'est tenue à Rio de Janeiro en avril 1953 et à laquelle il était chef de la délégation mexicaine.

Membre de la Commission nationale des assurances de 1953 à 1959.

Membre du Conseil d'administration du Colegio de México (Collège du Mexique) (1961).

Membre de l'Ilustre y Nacional Colegio de Abogados de México (Ordre national des avocats du Mexique).

Membre de l'Instituto Mexicano de Derecho Procesal (Institut mexicain de droit procédural).

Délégué à la première Conférence américaine des avocats sur le thème "La paix mondiale par l'application du droit", tenue à San José (Costa-Rica) en juin 1961.

Membre du Conseil d'administration de l'Association internationale des sciences juridiques (1961-1963).

Délégué à la première Conférence mondiale des avocats sur le thème "La paix mondiale par l'application du droit", tenue à Athènes (Grèce) en juin 1963.

Membre du Conseil d'administration de l'Université du Michoacán de San Nicolás de Hidalgo (1963-1964).

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (1966-1968).

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1965).

Docteur Honoris Causa de l'Université du Michoacán de San Nicolás de Hidalgo.

Professeur émérite de la Faculté de droit de l'Université nationale autonome du Mexique (1966).

Arbitre chargé du règlement de différends de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE), (1968).

Représentant du Mexique à la Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran, avril-mai 1968).

Représentant du Mexique à la Conférence spécialisée interaméricaine relative aux droits de l'homme, tenue à San José (Costa Rica), 7-22 novembre 1969.

Représentant du Mexique au Séminaire international des Nations Unies sur les risques de recrudescence de l'intolérance sous toutes ses formes et la recherche des moyens permettant de les prévenir et de les combattre, tenu à Nice, août-septembre 1971.

Décorations :

Belgique : Grand-Croix de l'Ordre de Léopold II.

Pays-Bas : Grand-Croix de l'Ordre d'Orange-Nassau.

Venezuela : Ordre de Francisco de Miranda (première classe).

France : Commandeur de l'Ordre du mérite commercial.

Membre du Conseil d'administration de la maison d'édition "Fondo de Cultura Económica".

Député du troisième district électoral de l'Etat de Michoacán (1973-1975) au Congrès des Etats-Unis du Mexique.



Mme ELIZABETH ODIO BENITO

(candidature proposée par le Gouvernement costaricien)

Née le 15 septembre 1939 à Heredia (Costa Rica).

Etudes :

Licenciée en droit de la Faculté de droit de l'Université de Costa Rica, 1963.

Diplôme de notaire (Notario Público), Faculté de droit, Université de Costa Rica, 1964.

Cours de droit politique, Université du Kansas (Etats-Unis d'Amérique), 1965.

Obtient une bourse de l'Organisation des Etats américains pour suivre des études sur le développement économique et social à Buenos Aires (Argentine), en 1968.

POSTES OCCUPES DANS L'ENSEIGNEMENT :

A. - Professeur titulaire, maître-assistant chargée de cours dans les disciplines suivantes :

- Introduction à l'étude du droit
- Histoire du droit
- Théorie générale du droit privé
- Droit de la famille

B. - Depuis 1969, Directrice de l'Institut de recherche de droit social, Faculté de droit, Université du Costa Rica.

PUBLICATIONS :

La candidate a écrit divers articles, des chapitres d'ouvrages collectifs et des discours sur des questions juridiques et démographiques, et sur le système pénitentiaire costaricien et les droits de la femme, qui ont été publiés dans des revues et des livres tant au Costa Rica qu'à l'étranger.

ACTIVITES PROFESSIONNELLES :

De 1969 à 1978, elle a exercé la profession d'avocat auprès des tribunaux judiciaires du Costa Rica. Elle a également exercé la profession de notaire (Notario Público). Elle a cessé d'exercer ses fonctions en 1978 lorsqu'elle a accepté le poste de Ministre de la justice.

AUTRES ACTIVITES :

Directrice du projet de recherche relatif au droit et à la population, Organisation des Nations Unies, 1972, 1973, 1974.

Conseillère pour les questions de population au Ministère des relations extérieures du Costa Rica, 1973, 1974.

Membre de la délégation du Gouvernement costaricien à la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, Genève, 1964.

Membre de la Fédération interaméricaine des avocats.

Membre de la Commission interaméricaine des femmes, Section du Costa Rica.

FONCTIONS OFFICIELLES :

Avocat du Ministère du travail, Costa Rica, jusqu'en 1968.

Ministre de la justice et Procureur général de la République depuis le mois de mai 1978.

Elle a supervisé personnellement le processus de modernisation du système pénitentiaire costaricien, en insistant tout particulièrement sur les droits individuels des détenus.

A activement contribué à mettre en place un système moderne de traitement des délinquants mineurs, passant de la notion de répression à celle de rééducation.

LANGUES CONNUES :

Espagnol, anglais, français.

M. MARC J. BOSSUYT

(Candidature proposée par le Gouvernement belge)

Né à Ghent, le 9 janvier 1944

DIPLOMES :

- Docteur en droit (Université d'Etat de Gand, 1968)
- Certificate in International Relations (Johns Hopkins University, Bologne, 1969)
- Diplôme de droit international et de droit comparé des droits de l'homme (Institut international des droits de l'homme, Strasbourg, 1971)
- Certificat d'études supérieures (Institut universitaire de hautes études internationales, Genève, 1972)
- Docteur ès sciences politiques (Université de Genève, I.U.H.E.I.) après soutenance d'une thèse sur "L'interdiction de la discrimination dans le droit international des droits de l'homme" en 1975 et sa publication en 1976

SEJOURS A L'ETRANGER :

Etudes à la "School of Advanced International Studies of the John Hopkins University" (Bologne, 1968/1969)

- l'Institut universitaire de hautes études internationales (Genève, 1969/1973)
- l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg, juillet 1970 et 1971)
- l'Académie de droit international (La Haye, juillet-août 1971 et 1972)

Fonctionnaire à la Division des droits de l'homme, Office des Nations Unies à Genève (1975-1977) : contribution à l'étude sur la discrimination raciale et à l'élaboration des rapports et au secrétariat du Groupe de travail spécial sur le Chili, collaboration aux travaux du secrétariat de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1975 et 1976) et de la Commission des droits de l'homme (1976 et 1977), etc.

Professeur-visiteur à la session d'été de l'Université de Santa Clara (Californie) à Strasbourg (juillet 1979 : "Sources du droit international" 10 h.) et à Santa Clara (juin-juillet 1980 : "Problèmes choisis de droit international" -45 h.)

- à la Faculté de droit de l'Université du Burundi à Bujumbura : Introduction au droit public et à la théorie générale de l'Etat" -45 h. (février-mars 1980 et mars 1981)
- à la Faculté de droit de l'Université nationale du Rwanda à Butare : "Droit international public et organisations internationales" -120 h. (avril-juin 1981)

FONCTIONS UNIVERSITAIRES BELGES :

- Université d'Etat de Gand : Aspirant du Fonds national belge de la recherche scientifique (1970/1973 : préparation d'une thèse en droit international des droits de l'homme).
- Université d'Anvers (U.I.A.), Faculté de droit  
Successivement assistant (1973), premier assistant (1975) et chargé de cours (1977); chargé du cours de droit international du développement (depuis 1975) et du cours approfondi de droit international et d'organisations internationales (depuis 1977).

DIVERS :

- Participation à des colloques à Washington D.C. (1967), Nice (1971), Strasbourg (1971 et 1972), Bruxelles (1974), Genève et La Haye (1977), Louvain, Brème, Bratislava, Louvain-la-Neuve et Bruxelles (1978), Poitiers, Rotterdam et Ostende (1979), Louvain-la-Neuve et Francfort (1980).
- Conférencier sur les droits de l'homme à Wilrijk, Ostende, Tiel, Anvers, Buffalo (USA), Bruxelles et Louvain (1979) et à Bujumbura et Butare (1980).
- Organisateur à l'Université d'Anvers (U.I.A.), d'un cycle de conférences sur les conférences d'Helsinki et de Belgrade (1977/1978), sur les droits de l'homme dans les relations internationales (1978/1979) et sur la coopération internationale au développement (1979/1980).
- Secrétaire de colloques de la S.B.D.I. sur "La protection des mineurs dans les relations internationales" (Bruxelles, 1978) et sur "L'effet direct en droit belge des traités internationaux" (Anvers, 1980).
- Secrétaire académique de la Faculté de droit de l'Université d'Anvers (U.I.A.) (1978 - 1980).
- Membre du Conseil exécutif de l'Institut international des Droits de l'Homme à Strasbourg (depuis 1973).
- Membre du Conseil scientifique de la Revue belge de droit international (depuis 1976).
- Membre du Groupe de travail académique sur les droits de l'homme institué par le Ministre des Affaires Etrangères (depuis 1978).
- Membre de la Société française pour le droit international (depuis 1979).
- Président de la Section anversoise de l'Association (flamande) pour les Nations Unies (depuis 1978).
- Secrétaire général de la Société belge de droit international (depuis 1978).
- Directeur d'un projet de recherche sur "La protection internationale des droits de l'homme" financé par le Fonds belge de recherche fondamentale collective (depuis 1980).

PUBLICATIONS :

L'interdiction de la discrimination dans le droit international des droits de l'homme, avec préface du Professeur Georges Abi-Saab, Bruxelles, Etablissements Emile Bruylant, 1976, 262 p.

ARTICLES :

- "Procedureaspecten in de Landloperszaak voor het Europees Hof van de rechten van de mens" (Aspects procéduraux dans l'affaire de vagabondage devant la Cour européenne des droits de l'homme), Rechtskundig Weekblad, 1971/1972, 1237-1246.
- "Het discriminatieverbod van de Europese Conventie van de rechten van de mens in de rechtspraak van de Commissie na het Belgisch taalarrêst" (L'interdiction de la discrimination de la Convention européenne des droits de l'homme dans la jurisprudence de la Commission après l'arrêt dans l'affaire "linguistique" belge), Revue belge de droit international, 1972, 503-528.
- "De houding van de ontwikkelingslanden te genover het jus cogens en het Internationaal Gerechtshof" (L'attitude des pays en voie de développement à l'égard du jus cogens et de la Cour internationale de justice). International Spectator, 1972, 1811-1834.
- "Het Internationaal Privaat Recht op Europese wegen : het Verdrag van Brussel over de gerechtelijke bevoegdheid en tenuitvoerlegging" (Le droit international privé sur des voies européennes : la Convention de Bruxelles sur la compétence et l'exécution judiciaires), Rechtskundig Weekblad, 1972/1973, 1939-1952.
- "La distinction juridique entre les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels", Revue des droits de l'homme, 1975, 783-820.
- "Notes relating to the International Covenants on Human Rights", Human Rights Journal, 1977, 297-309.
- "De Rechten van de Mens in de Slotakte van Helsinki" (Les droits de l'homme dans l'Acte final d'Helsinki), Studia diplomatica, 1977, 549-56.
- "Juridische kanttekeningen bij de Slotakte van Helsinki" (Observations juridiques relatives à l'Acte final d'Helsinki), Rechtskundig Weekblad, 1977/1978, 1921-1938.
- "Affaire relative à la souveraineté sur certaines parcelles frontalières" dans Krystyna MAREK, Précis de la Jurisprudence internationale, tome II : La Cour internationale de Justice, La Haye, Nijhoff, 1978, vol. I, 606-621.
- "The United Nations and Civil and Political Rights in Chile", International and Comparative Law Quarterly, 1978, 462-471.
- "De houding van de Negen op de 32e Algemene Vergadering van de Verenigde Naties (20 september-21 december 1977)" (L'attitude des Neuf à la 32ème Assemblée générale des Nations Unies), VVN-Kontaktblad, sept. 1978, 14-26

- "De directe werking van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten" (L'effet direct du Pacte international relatif aux droits civils et politiques), Rechtskundig Weekblad, 1978/1979, 235-248.
- "Le règlement intérieur du Comité des droits de l'homme", Revue belge de droit international, 1978-1979/1, 104-156.
- "De werking van de Europese Conventie van de rechten van de mens" (La mise en oeuvre de la Convention européenne des droits de l'homme) in BOSSUYT, Marc & VANDENBERGHE, Yvan, De rechten van de mens in de internationale betrekkingen (Les droits de l'homme dans les relations internationales/Wilrijk, UIA, 1979, 19-34.
- "Publiekrechtelijke aspecten van het arrest Marckx" (Aspects de droit public de l'arrêt Marckx), Rechtskundig Weekblad, 1979/1980, 929-970.
- "L'arrêt Marckx devant la Cour européenne des droits de l'homme", Revue belge de droit international, 1980/1

SOUS PRESSE :

- "L'applicabilité en Belgique du Pacte international relatif aux droits civils et politiques", Revue des droits de l'homme, 1979.
- "De directe werking van internationale instrumenten inzake mensenrechten" (L'effet direct des instruments internationaux en matière de droits de l'homme), Revue belge de droit international, 1980/2.

M. ABDELWAHAB BOUHDIBA

(Candidature proposée par le Gouvernement tunisien)

Adresse : 35, rue du Docteur Burnet - Mutuelleville - 1002 Tunis-Belvédère.

- Né le 13 août 1932 à Kairouan - Tunisie.
- Etudes primaires franco-arabes à Kairouan.  
secondaires au Collège Sadiki à Tunis.  
supérieures au Lycée Janson de Sailly à Paris (Lettres supérieures et  
Première supérieure).  
puis à la Sorbonne à Paris.
- 1950-1951 - Bachelier. Diplôme du Collège Sadiki.
- 1954 - Licencié ès lettres.
- 1955 - Licencié en philosophie.
- 1956 - D.E.S. de philosophie - C.E.S. d'ethnologie (sciences).
- 1959 - Agrégé de philosophie.
- 1972 - Docteur ès lettres d'Etat.
- De 1959 à 1961 - Professeur au Lycée Alaoui à Tunis.
- De 1961 à 1964 - Assistant à la Faculté des Lettres de Tunis.
- De 1964 à 1965 - Maître-assistant à la Faculté des Lettres de Tunis.
- De 1966 à 1972 - Chargé d'enseignement de sociologie à la Faculté des  
Lettres de Tunis.
- De 1972 à 1974 - Maître de conférence à la Faculté des Lettres de Tunis.
- Depuis 1974 - Professeur titulaire de la chaire à la Faculté des Lettres  
de Tunis.
- De 1962 à fin 1969 - Chef de la Section de sociologie du Centre d'études et de  
recherches économiques et sociales de l'Université de Tunis.
- Depuis 1965 - Directeur des Départements de sociologie et de philosophie  
et de psychologie de la Faculté des Lettres et des  
Sciences humaines de l'Université de Tunis.

- De 1966 à fin 1969 - Directeur du Bureau de recherches sociologiques du Secrétariat d'Etat au plan et à l'économie nationale.
- De 1967 à 1972 - Expert permanent de l'UNESCO pour "l'évaluation des programmes et méthodes d'alphabetisation fonctionnelle".
- En 1968-1969 - Titulaire de la première chaire de coopération internationale de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française.
- 1962 - Vice-Président du 1er Congrès des Africanistes (Accra).
- 1967 - Vice-Président du 2ème Congrès des Africanistes (Dakar).
- 1962-1966 - Vice-Président puis Président de l'Encyclopédie africaine (Accra).
- Depuis 1965 - Membre du Comité international de documentation des Sciences sociales (CIDSS).
- Depuis 1975 - Membre du Bureau du CIDSS.
- Depuis 1979 - Président du CIDSS.
- 1970-1974 - Membre du Conseil économique et social de la Tunisie.
- Depuis 1980 - Désigné à nouveau membre du Conseil économique et social de la Tunisie.
- Depuis 1971 - Expert des Nations Unies en matière de lutte contre la discrimination raciale.
- Depuis 1972 - Directeur du Centre d'études et de recherches économiques et sociales de l'Université de Tunis.
- Depuis mars 1972 - Elu et réélu membre de la "Sous-Commission des Nations Unies pour la lutte contre les discriminations raciales et pour la protection des minorités".
- 1978-1979 - Président de la "Sous-Commission des Nations Unies pour la lutte contre les mesures discriminatoires et pour la protection des minorités" de l'ONU.
- Depuis 1979 - Président du Conseil d'administration du Centre arabe régional de l'UNESCO pour les recherches et la documentation en sciences sociales.
- Nombreuses missions pour le compte du Gouvernement tunisien, de l'ONU, de l'UNESCO, de l'AUFELF, de l'OUA à Abidjan, Accra, Addis-Abéba, Alger, Amsterdam, Ankara, Beyrouth, Bruxelles, Berlin, Buenos-Aires, le Caire, Copenhague, Dakar, Damas, Genève, Helsinki, Ispahan, Liège, Louvain, Madrid, Montréal, Mexico, New-Delhi, New York, Paris, Québec, Rabat.
- 1978-1980 - Rapporteur spécial de l'ONU pour l'étude des violations des droits de l'homme au Kampuchea.
- 1980 - Rapporteur spécial de l'ONU pour l'étude de l'exploitation du travail des enfants dans le monde.



- Membre cofondateur du "Mouvement universel de la responsabilité scientifique" (MURS) - Paris - Genève - 1974.
- Membre cofondateur de la Revue tunisienne des sciences sociales en 1962 et Directeur de cette revue depuis 1972.
- Membre depuis 1975 du Comité de rédaction des bibliographies internationales des sciences sociales (4 volumes par an. Anthropologie - Economie - Sciences politiques - Sociologie).
- A enseigné dans les Universités d'Abidjan, Aix, Ankara, Bruxelles, Dakar, Louvain, Montréal, Paris I, Québec et Rabat.
- Marié, père de 3 enfants.
- Commandeur de l'Ordre de la République tunisienne et Officier de l'Ordre de l'indépendance.

#### OEUVRES

- A - Quelque cent articles en arabe, français et anglais dont certains ont été traduits en allemand, espagnol, grec, italien, japonais et russe.
- B - En outre, a publié les ouvrages suivants :
- 1) "Criminalité et changements sociaux en Tunisie" (CERES, Tunis 1965 - 157 p.).
  - 2) "Les préconditions sociales de l'industrialisation dans la région de Tunis", en collaboration avec MM. Ben Amor, Gamillieri et Sebag (CERES, Tunis 1968 - 191 p.).
  - 3) "La condition de vie des mineurs de la région de Gafsa" (Etudes de sociologie tunisienne, Tunis 1968 - 77 p.).
  - 4) "La sociologie du développement africain" (Mouton - La Haye 1972 - 102 p.).
  - 5) "Public et Justice", étude de la participation du public tunisien à l'administration de la justice (UNSDRI) - Rome 1971 - 138 p.).
  - 6) "A la recherche des Normes perdues" (MTE Tunis 1973 - 273 p.).
  - 7) "La sexualité en Islam" (PUF Paris 1975 - 320 p.) - (Traduit en japonais, anglais, espagnol).
  - 8) "L'imaginaire maghrébin : dix contes tunisiens pour enfants" (MTE Tunis 1977 - 216 p.).
  - 9) "Culture et société" (Publications de la Faculté des Lettres de Tunis - Tunis 1978 - 278 p.).
  - 10) "Dialogue et politique" (Editions Dar Al Amal - Tunis - 1979 - 64 p.).
  - 11) "Raisons d'être" (CERES, Tunis 1980 - 290 p.).

C - Participation à des ouvrages collectifs :

1. "La propriété entraîne une obligation sociale", Comité d'études socialistes, Parti constitutionnel socialiste, Tunis, 1967, p. 171.
2. "Etudes islamiques", Maison d'édition tunisienne, Tunis, 1971, p. 267.
3. "Science et foi en Islam", publication du magazine "Vie culturelle", Tunis, 1976, p. 255.
4. La science et la diversité des cultures - UNESCO - PUF 1974, 323 p.
5. L'université et la pluralité des cultures - AUPELF - Montréal - 1974 - 153 p.
6. L'autre et l'ailleurs - Hommage à Roger Bastide - Berger, Levrault, Paris 1976 - 512 p.
7. Le droit de l'enfant à l'éducation - Sous la direction de Gaston Mialaret - UNESCO - Paris 1979 - 266 p.
8. Wenn Wir Weiterleben wollen - Kösel - Verlag - München - 1972 - 216 p.
9. Die Institution der Ehe - Verlag - Berlin - 1979 - 155 p.
10. Psychological dimensions of Near Eastern Studies - Direction de Carl Brown and Itz Kowitz - Darwin - Princeton - 1977 - 382 p.
11. Arab industrialisation and Economic integration - Edited by Roberto Aliboni - Croon Helm - London 1979 - 196 p.

Le même en italien.

Industrializzazione en integrazione nel mondo arabo - a cura di Roberto Aliboni - Istituto Affari Internazionali - Roma - Bologna - 1978 - 195 p.

M. MARCELLO CAPURSO

(Candidat proposé par le Gouvernement italien)

[son curriculum vitae sera fourni ultérieurement]

M. BEVERLY CARTER Jr.

(Candidature proposée par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique)

[son curriculum vitae sera fourni ultérieurement]

M. LE JUGE ABU SAYEED CHOWDHURY

(Candidature proposée par le Gouvernement du Bangladesh)

Né le 31 janvier 1921, le Juge Abu Sayeed Chowdhury, ancien Président de la République populaire du Bangladesh, appartient à une famille bien connue du district de Tangail; il est le fils unique de feu M. Abdul Hamid Chowdhury, Président de l'ancienne Assemblée du Pakistan oriental. Après des études au Presidency College de Calcutta sanctionnées par un diplôme en 1940, M. Chowdhury a obtenu une maîtrise de lettres et une licence en droit à l'Université de Calcutta. Il a été inscrit au Barreau britannique en 1947 par la Lincoln's Inn (Faculté de droit). Pendant ses études, il a été Secrétaire général de la Presidency College Union et Président de la filiale britannique de la All-India Muslim Students Federation en 1945. Il a été Ministre des affaires étrangères du Bangladesh d'août à novembre 1975. Pendant environ 10 ans, il a enseigné à temps partiel le droit constitutionnel, le droit des sociétés et les questions fiduciaires, le droit des contrats et les problèmes de délit civil à la Faculté de droit de l'Université de Dacca dont il a été Vice-Recteur de 1969 à 1972.

Principales étapes de sa carrière :

- \* Avocat général de l'ancien Pakistan oriental : mars 1960-61.
- \* Membre de la Commission constitutionnelle : 1960-1961.
- \* Juge à la Haute Cour de Dacca : 1961-1972.
- \* Membre de la délégation du Pakistan (tel qu'il existait alors) à la quatorzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1959.
- \* Membre de la Company Law Commission (Commission du droit des sociétés) : 1959.
- \* Président du Central Board for the Development of Bengali : 1963-1968.
- \* Chef de la délégation du Pakistan (tel qu'il existait à l'époque) à la deuxième assemblée mondiale des juges et à la quatrième Conférence mondiale sur la paix par le droit, tenue à Bangkok en septembre 1969.
- \* Vice-Chancelier de l'Université de Dacca, outre ses fonctions de juge à la Haute Cour : novembre 1969 - 11 janvier 1972.
- \* Membre de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies : janvier 1971 (mandat de trois ans).
- \* Chancelier des Universités de Dacca, Chittagong et Rajshahi, de l'Institut technique (University of Engineering and Technology) de Dacca et de l'Institut agricole de l'Université de Mymensingh.
- \* Chef de la délégation du Bangladesh à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, qui s'est tenue à Genève en 1974 et 1975, et élu à l'unanimité Président du Comité de rédaction de ladite Conférence.
- \* Chef de la délégation du Bangladesh aux vingt-septième et vingt-huitième Assemblées mondiales de la santé qui se sont tenues à Genève en 1974 et 1975.

- \* Chef de la délégation du Bangladesh aux cinquante-neuvième et soixantième Conférences internationales du travail qui se sont tenues à Genève en 1974 et 1975, et élu deux années de suite à l'unanimité Président de la Commission des ressources humaines (1974 et 1975).
- \* Chef de la délégation du Bangladesh à la Conférence sur le droit de la mer à Caracas (Venezuela) en 1974 et Genève en 1975.
- \* Chef de la délégation du Bangladesh à la dix-huitième Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui s'est tenue à Vienne en 1974.
- \* Chef de la délégation du Bangladesh à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue en août 1975 à Lima (Pérou).
- \* Chef de la délégation du Bangladesh à la neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 1975 à New York.
- \* Chef de la délégation du Bangladesh à la trentième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1975.
- \* Chef de la délégation du Bangladesh à la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue en novembre 1975 à Djeddah.
- \* Chef de la délégation du Bangladesh à la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui s'est tenue à Genève en 1978, et élu Président de la Commission de vérification des pouvoirs.
- \* Elu pour trois ans à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1978).
- \* Elu Président du Groupe de travail sur l'esclavage en 1979.

En 1971, il organise et dirige le mouvement de libération du Bangladesh dont le siège était à Londres.

Lors de la visite officielle qu'il effectue en Inde en 1972, il se voit décerner le titre de "Deshikottama" (Doctor honoris causa) qui est le titre le plus élevé de l'Université de Biswabharati (Shantiniketan), ainsi que le titre honoraire de docteur en droit de l'Université de Calcutta.

Il prête serment en tant que Président du Bangladesh le 12 janvier 1972.

Conformément à la Constitution de la République populaire du Bangladesh, il est élu Président à l'unanimité pour cinq ans à compter du 10 avril 1973. Il démissionne de ce poste le 24 décembre 1973 et prend le même jour le poste de Représentant spécial du Gouvernement du Bangladesh, avec rang et statut de Ministre.

Il a épousé la Begum Khurshid Chowdhury en 1948. M. et Mme Chowdhury ont trois enfants, une fille et deux fils.

Violons d'Ingres : lecture et jardinage.

M. DUMITRU CEAUSU

(candidature proposée par le Gouvernement roumain)

Né : le 8 mai 1937 à Corbu, Roumanie;

Etudes : Faculté de droit de l'Université de Bucarest (1956-1960);  
Institut de Hautes études internationales de Genève (1966-1969)  
qui lui a décerné en 1971 le titre de docteur es-sciences politiques.

#### Activités professionnelles

- 1960-1966 et 1969-1972 au Ministère des affaires étrangères, Département des organisations internationales;
- 1972-1977 - premier secrétaire à la Mission permanente de la Roumanie auprès de l'ONU New York;
- 1977 - Conseiller au Ministère des affaires étrangères, Département juridique et des organisations internationales.

#### Réunions et conférences internationales

- expert pour les questions sociales et humanitaires à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1962 et 1969;
- session d'été du Conseil économique et social, 1965;
- Conférence internationale du travail, 1966;
- Conférence générale de l'AIEA, 1971;
- membre suppléant de la délégation roumaine aux sessions de l'Assemblée générale de l'ONU, 1972-1977;
- représentant suppléant à la Commission des droits de l'homme, 1972 et 1974;
- représentant suppléant aux sessions de printemps du Conseil économique et social, 1973-1975;
- Comité pour la définition de l'agression, 1974;
- Comité pour les utilisations de l'espace extra-atmosphérique, 1973-1977;
- troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, sessions de New York (1973) et Caracas (1974);
- représentant suppléant au Conseil de sécurité, 1976-1977;
- membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, 1978-1980.

A rempli les fonctions de rapporteur de la trente et unième session et de vice-président de la trente-troisième session de la Sous-Commission.

#### Ouvrages

- Le règlement des différends internationaux à travers les procédures d'entente directe (thèse);
- Articles et commentaires sur les sujets relatifs aux droits de l'homme, la définition de l'agression, les droits et les obligations fondamentaux des Etats, l'Organisation des Nations Unies, le principe de l'égalité en droit des Etats, l'interdiction du recours à la force, la légitime défense.

Mme ERICA-IRENE A. DAES

(Candidature proposée par le Gouvernement grec)

Date et lieu de naissance : 18 septembre 1925 à Chania, en Crète (Grèce)

Nationalité : grecque

Etat civil : Epouse d'Asterios A. Daes, Président de la Cour suprême de vérification des comptes de la Grèce, ancien ministre des finances, ancien ministre des communications et des transports

Adresse permanente : 20, rue de Justinien, Politeia-Kifissia, Athènes (Grèce) Tel : 80.13575 et 80.80905

Etudes et expérience :

1945-1954 A étudié à l'Université d'Athènes (Maîtrise de droit et licence de sciences politiques et économiques), à l'Université d'Heidelberg, à l'Université de Cambridge et à l'Académie de droit international de La Haye.

Doctorat à la Faculté de droit de l'Université d'Athènes

Avocate à la Cour suprême de Grèce. Membre du barreau athénien. Collaboratrice de la Revue hellénique de droit international. Membre du London Institute of World Affairs

1946-1948 Administratrice de la section grecque du World Student Fund

1950-1956 Secrétaire générale de l'Association panhellénique des femmes du parti libéral grec

1952-1974 Avocate à l'Agence publique de l'énergie et directrice de la Revue juridique de cette agence (a été démise de ses fonctions de 1968 à septembre 1974 par le régime dictatorial et y a été réintégrée par le Gouvernement démocratique de l'unité nationale, le 14 septembre 1974. Son licenciement avait eu des raisons purement politiques).

Activité bénévole depuis 1950 :

Membre de la Croix-Rouge hellénique. Membre des conseils d'administration de divers hospices, bureaux de bienfaisance, organisations sociales et scientifiques. Membre de l'Association hellénique pour les Nations Unies.

Travaux législatifs préparatoires :  
1965-1966

Membre des comités du Ministère de la justice chargés d'élaborer des projets de lois, des textes législatifs, etc.

Organisations, institutions,  
conférences, etc. internationales

- Depuis 1965 - Membre du British Institute of international and comparative law
- Membre du Centre de la paix mondiale par le droit
- Depuis 1972 - Membre de l'American Society of International law
- Membre de l'Association de droit international
- 1964 - Vice-Présidente du Conseil d'administration de l'Association des élèves et anciens élèves de l'Académie de droit international de La Haye
- Depuis 1964 - Représentante de la Grèce à différentes conférences internationales, symposiums, colloques, etc. sur les droits de l'homme et la protection des minorités.
- 1965 - A participé à la deuxième conférence internationale concernant la Convention européenne des droits de l'homme (Vienne)
- 1972 - A participé à titre personnel au Colloque d'Uppsala sur le droit de quitter tout pays et de revenir dans son pays
- 1966-1967 - Vice-Présidente de la Fédération internationale des femmes juristes et à ce jour membre de cette Fédération

Organisations régionales :  
Conseil de l'Europe

- 1960-1965 - Représentante de la Grèce à la Commission des questions sociales du Conseil de l'Europe
- 1963-1964 - Elue membre du Groupe de travail chargé de rédiger le texte de la Convention européenne en matière d'adoption des enfants et celui de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international
- 1978 - A participé au Séminaire de l'ONU sur les institutions nationales et locales pour la promotion et la protection des droits de l'homme
- Depuis 1974 - Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités
- 1979 - Membre de la délégation grecque à la XXème Conférence générale de l'UNESCO (Paris)

Enseignement et conférences

Conférences sur des questions de droit international concernant en particulier la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Déclaration et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la protection des minorités, les relations internationales, la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats..., sur les droits et obligations des femmes en droit comparé contemporain, et sur des questions concernant le droit applicable dans les conflits armés.

1977

- Représentante de la Grèce à la Conférence ministérielle européenne sur le droit de la famille (Vienne)

Autres activités :

Depuis 1976

- Présidente de la Commission juridique de la Fédération internationale des jeunesses musicales (Bruxelles)

Activités au sein de l'Organisation des Nations Unies

Depuis 1965

- Représentante de la Grèce aux Troisième et Sixième Commissions de la vingt et unième session de l'Assemblée générale
- Membre de la délégation grecque aux vingt-troisième, vingt-quatrième, vingt-cinquième, vingt-sixième et vingt-septième sessions de l'Assemblée générale
- Vice-Présidente de la Troisième Commission de la vingt-septième session de l'Assemblée générale
- Membre de plusieurs groupes de travail établis par la Troisième Commission en vue de l'élaboration d'un projet de dispositions pour la mise en oeuvre des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme
- Membre de la Commission du développement social (à ses quatorzième, quinzième et seizième sessions). Membre du Groupe de travail chargé de rédiger le texte de la déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social
- Représentante de la Grèce au Comité social du Conseil économique et social et aux séances plénières de celui-ci lors de nombreuses sessions



- Membre de la Commission de la condition de la femme
- Présidente du Groupe de travail chargé d'élaborer le Programme des Nations Unies pour l'Année internationale de la femme

1972-1980

- Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités
- Membre du Groupe de travail chargé d'étudier les aspects juridiques, politiques, économiques, sociaux et culturels du droit à l'autodétermination
- Présidente du Groupe de travail qui a élaboré le programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

1973

- Vice-Présidente de la vingt-sixième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités
- A participé au cycle d'études des Nations Unies sur la mise en oeuvre des droits économiques et sociaux
- A participé au cycle d'études des Nations Unies sur les problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement (Nicosie, Chypre)

Ecrits et publications  
(en grec et en anglais)

- Dissolution de l'adoption (p. XVI <sup>+</sup> 253), 1967
- Etude comparative sur la dissolution de l'adoption
- Nul ne peut transférer un meilleur titre qu'il n'a lui-même (étude comparative présentée à l'Académie d'Athènes en 1970)
- La Charte sociale européenne et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
- Etude sur la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide
- Analyse des principes fondamentaux de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale
- Comparaison entre les diverses législations des Etats membres de la Communauté économique européenne
- Le droit au travail, un des droits de l'homme
- Restrictions et limitations aux droits de l'homme (étude publiée par l'Institut international des droits de l'homme) dans René Cassin *Amic. Discipulorumque Liber.*, vol. III, Paris 1971

- Protection des minorités en application de la Charte internationale des droits de l'homme et de la Convention sur le génocide (Festschrift für P. Zepos - XENION, vol. II, Athènes-Freiburg), 1973
- Plusieurs articles et critiques de livres parus dans des revues, bulletins et journaux de droit grecs et étrangers

En cours d'impression

- a) Principes généraux de droit (article 38, paragraphe 1 c) du Statut de la Cour internationale de Justice)

Organisation des Nations Unies

Rapport

Textes pour l'étude intitulée "Les devoirs de l'individu envers la communauté et les limitations des droits et libertés de l'homme en vertu de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme".  
Document E/CN.4/Sub.2/432/Rev.1 et Add.1 à 7

Distinctions  
1945

- Distinction décernée par le Quartier général des forces alliées du Moyen-Orient pour les "services qu'elle a rendus à la cause de la libération de l'Europe", en qualité de membre actif du mouvement de libération nationale dans l'île de Crète au cours de la deuxième guerre mondiale
- Distinction conférée également par le Ministre de la défense nationale (Décision ministérielle No 483/72/863889) au titre de combattante de la liberté (Doss. 123866), pendant la deuxième guerre mondiale

Remerciements de  
l'Organisation des Nations Unies :

décembre 1972

Le Président de l'Assemblée générale  
(Son Excellence M. Stanislaw Trepczynski, Pologne)  
a vivement félicité Mme Daes "pour l'aide généreuse et le précieux concours qu'elle a apportés à la conduite efficace des débats de la vingt-septième session de l'Assemblée générale".

M. ASBJØRN EIDE

(Candidature proposée par le Gouvernement norvégien)

Actuellement maître de recherche et Directeur de l'Institut international des recherches pour la paix d'Oslo.

Né le 11.2.1933 à Voss, Norvège.

D.E.A. de droit à la Faculté de droit de l'Université d'Oslo, 1960.

Maître de conférence puis boursier de recherche à l'Institut de droit public international de l'Université d'Oslo.

Titulaire d'une bourse de la Fondation Rockefeller pour étudier les affaires internationales à l'École des affaires internationales de l'Université de Columbia (New York), 1966-1967.

Directeur exécutif de l'Institut international des recherches pour la paix en 1970, en 1974 et en 1980.

Secrétaire général de l'Association internationale de recherche consacrée à la paix, 1971-1975.

A publié des ouvrages sur la protection internationale des droits de l'homme, les problèmes de militarisation et les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Parmi ces ouvrages on peut citer les suivants :

Asbjørn Eide : *FNs fredsbevarende operasjoner* (Opérations de maintien de la paix des Nations Unies), 1966 (danois et norvégien seulement).

Asbjørn Eide et August Schou : *International Protection of Human Rights* (La protection internationale des droits de l'homme) (Almquist et Wicksell, Stockholm et Londres) 1969.

Asbjørn Eide et Marek Thee : *Problems of Contemporary Militarism* (Problèmes du militarisme contemporain) (Croom Helm, Londres), 1979.

Asbjørn Eide : *Human Rights in the World Society. The Commitment, the Reality, and the Future* (Les droits de l'homme dans la société mondiale : les engagements, la réalité et l'avenir) (Coleman, Etats-Unis) à paraître en 1980.

A également écrit de nombreux articles scientifiques et autres sur des questions concernant les droits de l'homme, le maintien de la paix, la théorie de la paix et le droit international en général. En mai 1977, il a rédigé un document d'information intitulé "Les droits de l'homme dans la société mondiale : critères, réalité, et le système international de protection", document qui a été présenté au Parlement par le Ministère norvégien des affaires étrangères.

Membre du Comité d'experts du Conseil de l'Europe pour la promotion de l'éducation et l'information dans le domaine des droits de l'homme.

Président, à partir de 1977, du Groupe d'étude sur la militarisation face aux droits de l'homme et au développement, organe de l'Association internationale de recherche consacré à la paix. Plus de trente spécialistes et autres personnes intéressées d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et d'Europe ont participé aux travaux de ce Groupe d'étude.

Actuellement chargé de coordonner les plans concernant la création d'un institut ou d'une organisation scandinave décentralisée pour la recherche, l'éducation et le développement dans le domaine des droits de l'homme qui desservirait la Finlande, le Danemark, la Suède, la Norvège et peut-être l'Islande.

Membre du Comité de rédaction du "Bulletin of Peace Proposals" (Oslo) et de "Current Research on Peace and Violence" (Tampere, Finlande).

Membre du Groupe de travail international sur la mise en place d'un service international de documentation sur les droits de l'homme.

Membre de la délégation norvégienne à diverses conférences internationales, y compris la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés.

M. HICRI FISEK

(candidature proposée par le Gouvernement turc)

- Né le 22 septembre 1918 à Izmir
- Marié depuis 1947, deux fils (32 et 22 ans)
- Licencié en droit, Faculté de droit d'Ankara, 1941
- Docteur en droit, Faculté de droit de Neuchâtel (Suisse), 1948
- Assistant à la Faculté de droit d'Ankara, 1949
- Service militaire (lieutenant-juge), 1950
- Avocat, membre du Barreau d'Ankara depuis 1950
- Maître de conférences à la Faculté de droit d'Ankara, 1952
- Recherches scientifiques à la Faculté de droit de New York, 1955-1956
- Professeur à la Faculté de droit d'Ankara depuis 1961
- Doyen de la Faculté de droit d'Ankara 1962-1964
- Professeur associé à la Faculté de droit de Strasbourg, 1967-1969
- Président de la chaire de droit international privé à la Faculté de droit d'Ankara depuis 1974
- Membre du Comité de l'enseignement supérieur et de la recherche du Conseil de l'Europe 1961-1972
- Vice-Président (1969) et Président (1970) du même Comité
- Président du "Board of Trustees" de l'Université technique du Moyen-Orient depuis 1977
- Membre de la Sous-Commission de l'ONU de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités depuis 1978
- Membre du Conseil de direction de l'UNIDROIT depuis 1978
- Chevalier de la Légion d'honneur, 1964
- Docteur honoris causa de l'Université de Strasbourg
- Officier de la Légion d'honneur, 1975

M. RIYADH AZIZ HADI

(candidature proposée par le Gouvernement iraquien)

Date de naissance - 1943

Titres universitaires :

- Licence de sciences politiques, Université de Bagdad (1964)
- Diplôme d'études supérieures de sciences politiques, obtenu en France (1968);
- Doctorat d'Etat de sciences politiques, obtenu en France (1971).

Postes occupés :

- Professeur à la Faculté de droit et de sciences politiques, Université de Bagdad (1972)
- Directeur du Département des sciences politiques, Université de Bagdad (1975-1976)
- Doyen de la Faculté de droit et de sciences politiques, Université de Bagdad (1976-1979)
- Professeur au Collège de défense nationale, Université Albakr (1980)
- Président de l'Association iraquienne des droits de l'homme
- Membre du Comité national iraquien des droits de l'homme
- Membre du Conseil d'administration de l'Association iraquienne de droit
- Membre de l'Union iraquienne des journalistes
- A représenté l'Iraq à de nombreuses conférences et réunions internationales, dont la trente-sixième session de la Commission des droits de l'homme.

Publications :

- Les problèmes politiques du tiers monde, Université de Bagdad, 1979
- L'ONU et le problème du développement du tiers monde, publié dans la Revue iraquienne de droit;
- La notion d'Etat et son évolution selon Ibn Khaldun, travail de recherche dont les résultats ont été publiés dans la Revue de sciences politiques et de droit, Université de Bagdad, 1977.
- De la notion de sous-développement et des tentatives traditionnelles faites pour en étudier les causes, travail de recherche dont les résultats ont paru dans la Revue de sciences politiques et de droit, Université de Bagdad, 1978.

M. CARLOS HOLGUIN HOLGUIN

(candidature proposée par le Gouvernement colombien)

Marié : A Magdalena Fety de Holguín  
Enfants : Magdalena et Roberto  
Etudes : Diplômé de la Escuela Nacional de Comercio  
Profession : Avocat, diplômé de la Faculté de droit de l'Université nationale.  
Thèse de doctorat : Recours en cassation en matière civile.  
- Docteur en droit, spécialiste de droit international  
- Professeur d'université

Carrière universitaire

Université nationale de Colombie

1939-1944 - Professeur de droit civil  
1946-1961 - Professeur de droit civil et de philosophie du droit  
1947-1961 - Membre du Conseil d'administration et du Conseil de l'Université  
Deux fois recteur de l'Université par intérim  
1946-1948 - Professeur de droit civil

Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario

1940-1944 - Professeur de droit civil et constitutionnel  
1950-1967 - Professeur de droit civil et de philosophie du droit  
1961-1967 - Doyen de la Faculté de droit  
1967-1975 - Professeur de droit international privé, de droit américain et de droit civil  
1973-1975 - Recteur de l'Université

Fonctions publiques

1946 - Ministre des relations extérieures, par intérim  
1949-1951 - Membre de la Junta del Control de Cambios (Direction du contrôle des changes)  
1953-1957 - Membre de l'Assemblée nationale constituante  
1957 - Gouverneur du département de Cundinamarca  
Magistrat à la Cour suprême de justice et au Conseil d'Etat

Activités professionnelles

1938-1944 - Conseiller de la Compagnie Shell  
1947-1951 - Conseiller de la Compagnie Gaseosas Colombiana  
1951-1967 - Conseiller de la Banque de la République (Banco de la Republica) et de la Asociación Nacional de Industriales  
Fondé de pouvoir de la Federación Nacional de Cafeteros, de la Caja de Crédito Agrario et du Ministère des finances  
1973-1975 - Associé principal dans le Cabinet Alvaro López (avocats)

Carrière diplomatique

- 1944-1945 - Premier Secrétaire de l'Ambassade de Colombie à Santiago, Chili
- 1946-1948 - Secrétaire général du Ministère des relations extérieures
- 1946 - Ministre des relations extérieures, par intérim
- 1947 - Représentant à la neuvième Conférence internationale américaine
- 1951 - Représentant à la quatrième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures - Organisation des Etats américains (OEA) à Washington
- 1954 - Représentant à la quatrième Conférence internationale du travail, à Genève
- 1967-1973 - Ambassadeur, représentant de la Colombie à l'OEA  
Président élu du Conseil de l'OEA de 1968 à 1969  
Président du Conseil permanent en 1972  
Président par intérim de la treizième Réunion de consultation  
Représentant aux douzième, treizième et quatorzième Réunions de consultation, aux assemblées de l'OEA et à des sessions du Conseil économique et social interaméricain et du Conseil interaméricain pour l'éducation, la science et la culture
- 1973 - Président de la délégation colombienne à la première réunion de la Commission d'étude sur la réforme du système interaméricain (CEESI), Lima
- 1970-1973 - Membre de la délégation colombienne lors des négociations avec le Venezuela sur la délimitation des zones marines et des fonds marins
- 1972 - Représentant à la Réunion sur le droit de la mer des pays de la région des Antilles, à Bogota
- 1972-1973 - Membre de la délégation colombienne à la Commission préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, à New York et à Genève
- 1975 - Membre de la délégation colombienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, à Genève
- 1978-1980 - Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Travaux scientifiques

Thèse de doctorat sur la cassation en droit civil. Conférences de droit civil, de philosophie du droit, de droit international privé et de droit américain. Articles divers dans des revues scientifiques.

Décorations

Grand-Croix de l'ordre de Boyacá, Médaille Santiago Pérez du mérite professionnel, Médaille Felix de Restrepo de l'Université nationale



M. NASSER KADDOUR

(Candidature proposée par le Gouvernement de la République arabe syrienne)

Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République arabe syrienne.

Date de naissance : 1932

Fonctions publiques et carrière diplomatique

- 1955 : : Ministre de l'intérieur
- 1963-1964 : : Entre au Ministère des affaires étrangères.  
Ambassade syrienne à Bagdad (Chargé d'affaires).
- 1964-1966 : : Ambassade syrienne à Tripoli (Libye) (Chargé d'affaires).
- 1966-1970 : : Ambassade syrienne à Bonn (Chargé d'affaires).
- 1970-1971 : : Ministère des affaires étrangères : Directeur des affaires administratives et financières.
- 1971-1977 : : Ambassadeur auprès de la République fédérative socialiste de Yougoslavie.
- 1977 : : Vice-Ministre des affaires étrangères - Damas

Fonctions occupées aux niveaux régional et international

- Président de la délégation de la République arabe syrienne à la trente-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Président de la délégation de la République arabe syrienne à la trente-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Président de la délégation de la République arabe syrienne à la septième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la question de Palestine (juillet 1980)
- Président de la délégation de la République arabe syrienne à diverses sessions du Conseil des Ministres des affaires étrangères de la Ligue des Etats arabes
- Président de la délégation de la République arabe syrienne aux réunions du Comité de Jérusalem (organisation de la Conférence islamique)
- Président de la délégation de la République arabe syrienne aux réunions ministérielles de la Conférence islamique (plusieurs sessions).

Langues :

Arabe, anglais et quelques langues slaves.

Situation de famille

Marié, quatre enfants.

M. AHMAD KHALIFA

(Candidature proposée par Le Gouvernement égyptien)

1. Nom : KHALIFA Ahmad
2. Date de naissance et situation de famille : 1er octobre 1923; marié, trois enfants
3. Dernières fonctions exercées : Ministre des affaires sociales
4. Fonctions exercées actuellement : Président du Conseil national de la recherche sociale
5. Précédentes fonctions : Professeur et directeur du Centre national de la recherche sociale (Le Caire)  
Professeur aux Universités du Caire, d'Ein-Shams et de Bagdad
6. Fonctions exercées actuellement à l'étranger :
  1. Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (Nations Unies) (fin du mandat en 1981)
  2. Rapporteur spécial pour la question des conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme; de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe
  3. Représentant de l'Egypte à la Commission ONU du développement social (depuis 1966)
  4. Membre du Conseil d'administration de la Société internationale de criminologie (Paris)
  5. Secrétaire général de l'Association of Social Scientists of the Arab Region, Turkey and Iran (ASSARTI)
7. Fonctions exercées précédemment sur le plan national : Vice-Président du Conseil suprême du Croissant-Rouge égyptien.  
Membre du Conseil supérieur de la planification familiale.  
Président de l'Association générale de la planification familiale.  
Membre du Comité présidentiel de la réforme pénale.

8. Fonctions exercées actuellement sur le plan national :
- Membre du Conseil consultatif du Président pour les affaires sociales
  - Membre du Conseil d'administration de l'Académie des sciences (Egypte)
  - Président du Conseil des sciences sociales de l'Académie des sciences.
  - Membre du Conseil national de l'enfance.
  - Membre du Comité des sciences sociales du Conseil national des arts et des sciences sociales.
  - Rédacteur en chef de la Revue nationale des sciences sociales, Le Caire.
9. Conférences :
- A participé à diverses rencontres internationales (conférences et commissions, ainsi que réunions et missions scientifiques) depuis 1949.
  - A participé en qualité de représentant officiel à de nombreuses réunions internationales, où il a exercé plusieurs fois les fonctions de président, de vice-président ou de rapporteur. A présidé la Conférence africaine des ministres de la protection sociale, qui s'est tenue au Caire en avril 1967.
10. Publications :
- Auteur de nombreux ouvrages (livres et essais) publiés en Egypte et à l'étranger.
- Adresse personnelle :
- 18 sh. Hassan Assem
  - Zanalek
  - Le Caire
  - Egypte.

H. SYED S.A. MASUD

(Candidature proposée par le Gouvernement indien)

1. Date de naissance : 1er février 1915

2. Titres et diplômes

H. A., LLB, avocat.

Etudes à : Mitra Institution (Bhowanipore, Calcutta); Presidency College, Calcutta; études universitaires supérieures de pédagogie (Teaching Arts), Université de Calcutta; Council of Legal Education, Londres; Member of Middle Temple, Londres; et University College of Law.

3. Expérience professionnelle

Inscrit au Barreau le 6 mars 1944, a pratiqué le droit (civil, pénal et industriel) à Calcutta. Désigné juge assesseur près la Haute Cour de Calcutta pour une année, à compter du 24 février 1964. Désigné de nouveau juge assesseur pour un an, à compter du 24 février 1965. Désigné juge permanent le 24 février 1966. Président par intérim de la Haute cour de Calcutta, 1977

4. Activités exercées dans le domaine de l'éducation et du travail social ainsi que dans d'autres domaines

a) Membre de la Sixième Commission des finances (1972-1973)

b) Membre du Conseil exécutif de l'Aligarh Muslim University

c) Président du All India Visva-Bharti Reforms Committee

d) Trésorier de l'Université Visva-Bharti

e) Président de la Madressah de Calcutta

f) Président du Conseil d'administration du Presidency College, Calcutta

g) Président du Bengal Social Service (dont le budget se monte à des dizaines de milliers de roupies)

h) Président de la Bengal Social Service League (dont le budget se monte à des dizaines de milliers de roupies)

i) "Trustee Adi Brahma Samaj"

j) Vice-Président de la Société culturelle indo-soviétique

k) Membre de la Robindra Bharti Society

l) Secrétaire du Visva-Bharti Music Board

m) Ancien Président de l'Iran Society

n) Ancien Président du Raja Ram Moham Memorial Committee

o) Ancien Président de l'Hôpital islamique

5. Pays étrangers visités

Royaume-Uni, Chine, URSS, Amérique du Sud, France, Allemagne de l'Ouest et Egypte.

M. JULIO OYHANARTE

(Candidature proposée par le Gouvernement argentin)

Date et lieu de naissance : La Plata, 3 juillet 1920.

Formation :

Avocat (études à l'Université nationale de La Plata) et docteur ès sciences juridiques et sociales (Université nationale de Buenos Aires)

Fonctions occupées

Juge près la Cour suprême de justice d'Argentine, 1958-1962

Président de la Commission de réforme de la Constitution nationale, 1971

Président du Conseil économique et social de la République argentine, 1972

A diverses occasions, a rempli les fonctions de conseiller juridique auprès du Gouvernement national et du Gouvernement des provinces de Formosa, Catamarca, La Rioja et San Juan.

Activités dans l'enseignement

A enseigné de 1955 à 1962, de 1968 à 1970 et de 1976 à 1978 le droit constitutionnel et le droit public dans les universités nationales de La Plata, Buenos Aires et Litoral ainsi qu'à l'Université catholique de La Plata et à l'Université du Salvador.

Publications

"La expropiación y los servicios públicos" (L'expropriation et les services publics); "Poder político y cambio estructural" (Pouvoir politique et changement structurel); "Historia de la Corte Suprema de la Nación" (Histoire de la Cour suprême de la nation).

A publié une centaine d'articles sur des questions de droit constitutionnel et d'autres articles sur les droits individuels dans des revues argentines spécialisées comme : La Ley, Jurisprudencia argentina, El Derecho, Revista Jurídica de la Universidad de Buenos Aires et Revista del Colegio de Abogados de la Ciudad de Buenos Aires.

M. SYED SHARIFUDDIN PIRZADA

(Candidature proposée par le Gouvernement pakistanais)

Né le 12 juin 1923.

A terminé ses études de droit en 1945.

Professeur à la Faculté de droit musulman du Sind, à Karachi, de 1947 à 1955.

Conseiller auprès de la Commission chargée de l'élaboration de la Constitution du Pakistan, 1961.

Président de la Commission chargée de l'élaboration du droit des sociétés, 1962.

Président de l'Association des membres du Barreau près la Haute Cour de Karachi, 1964.

Président de l'Association de droit international (Section du Pakistan) de 1964 à 1966.

Attorney General du Pakistan de 1965 à 1966 et à nouveau de 1968 à 1971.

Ministre des affaires étrangères du Pakistan de 1966 à 1968.

Président du Comité consultatif juridique afro-asiatique, 1969.

Président du Conseil de l'Ordre des avocats du Pakistan de 1968 à 1971.

Membre de la Commission sur les voies d'eau internationales de l'Association de droit international.

Membre de la Commission des droits de l'homme de l'Association de droit international.

"Chairman of the International Sale of Goods"

A présidé la délégation pakistanaise à la Conférence des Premiers Ministres du Commonwealth, 1966.

A présidé la délégation pakistanaise aux sessions de 1966 et de 1967 de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi qu'à la session d'urgence convoquée en raison de la situation au Moyen-Orient.

A représenté le Pakistan à la Conférence de l'Association de droit international à Hambourg en 1968.

A présidé la délégation pakistanaise aux sessions annuelles du Comité juridique consultatif afro-asiatique à Karachi en 1969, à Accra en 1970 et à Colombo en 1971.

A présidé la délégation pakistanaise à la Conférence des juristes du Commonwealth et a pris part aux débats sur les droits de l'homme et les minorités.

A présidé la délégation pakistanaise à la Conférence des Ministres de la justice du Commonwealth, 1971.

Elu membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, 1972.

Auteur de plusieurs ouvrages, dont notamment les suivants :

- i) Fundamental Rights and Judicial Remedies in Pakistan
- ii) Evolution of Pakistan (traduit en plusieurs langues, y compris l'arabe).
- iii) Foundation of Pakistan, 2 volumes.

Elu rapporteur de la vingt-sixième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, qui s'est tenue à Genève du 3 au 21 septembre 1973.

Elu membre pour l'année 1974 du Groupe de travail des Cinq chargé d'examiner les communications relatives aux violations des droits de l'homme. Il s'agit du Groupe de travail le plus important de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, qui a été créé comme suite à la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, du 27 mai 1970.

Elu Vice-Président de la vingt-septième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, qui s'est tenue à New York du 5 au 23 août 1974.

Elu membre du Groupe de travail des Cinq pour l'année 1976.

Elu Vice-Président de la vingt-neuvième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, qui s'est tenue à Genève du 12 août au 1er septembre 1976.

Désigné, pendant les vingt-neuvième, trentième, trente et unième et trente-deuxième sessions de la Sous-Commission, comme membre du Groupe de travail des Cinq pour les années 1977, 1978, 1979 et 1980.

Nommé Attorney General du Pakistan en juillet 1977.

Elu Président de la trentième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (août 1977).

Nommé en mai 1979 Ministre des affaires juridiques et parlementaires de la République islamique du Pakistan.

Mme NICOLE QUESTIAUX

(Candidature proposée par le Gouvernement français)

ETUDES :

Diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris  
Ancienne élève de l'Ecole Nationale d'Administration (1953-1955)

FONCTIONS EXERCEES :

En France :

- Maître des Requêtes au Conseil d'Etat (1962-1980)
- Conseiller d'Etat (Août 1980)
- Commissaire du Gouvernement près la section du contentieux du Conseil d'Etat (1963-1974)
- Présidente de l'intergroupe pour l'étude des problèmes relatifs aux personnes âgées dans le cadre de l'établissement du VIème plan français de modernisation et d'équipement (1969)
- Secrétaire général adjoint du Service social d'aide aux émigrants (1973)
- Commissaire du Gouvernement près le Tribunal des conflits (1974)
- Membre du Comité d'études et de réflexions pour une charte des libertés (1975-1976)
- Membre du Haut Comité de la Population (1978)
- Conseiller d'Etat (1980)

Aux Nations Unies :

- Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités
- Présidente de la 28ème session de la Sous-Commission (25 août - 12 septembre 1975)

OUVRAGES PUBLIES :

- Le contrôle de l'administration et la protection des citoyens - Cujas 1973 (ouvrage primé en novembre 1974 par l'Académie des Sciences morales et politiques)
- Traité du Social. Situations, luttes politiques, institutions - Dalloz 1976)

DECORATION

- Chevalier de l'Ordre National du Mérite.

M. JORGE EDUARDO RITTER

(Candidature proposée par le Gouvernement panaméen)

[notice biographique à venir]



M. IVAN TOSEVSKI

(Candidature proposée par le Gouvernement yougoslave)

Né le 22 août 1929 à Bitola (Macédoine), où il a achevé ses études secondaires.

Diplômé en 1952 de l'Ecole de journalisme et de relations diplomatiques de Belgrade.

A été, pendant ses études, rédacteur en chef du journal "L'Etudiant" du magazine "La vie des jeunes".

De 1953 à 1960, commentateur chargé des questions de politique étrangère à Radio Skopje.

De 1960 à 1964, conseiller de politique étrangère auprès du Gouvernement de la République socialiste de Macédoine.

De 1964 à 1970, rédacteur en chef et directeur général des Services de télévision de Skopje.

En 1970, entre au secrétariat fédéral aux affaires étrangères.

De 1971 à 1975, ambassadeur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie en Nouvelle-Zélande.

Depuis 1975, Directeur du Bureau de la documentation du Conseil exécutif de la République socialiste de Macédoine.

En 1976, a participé à la 31ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en qualité de conseiller spécial.

Membre de la délégation yougoslave à la 21ème conférence générale de l'UNESCO.

Membre de la Commission des relations culturelles internationales de Macédoine et Président du Comité pour l'UNESCO.

Membre de la Commission yougoslave de coopération avec l'UNESCO.

Membre de la Présidence de la Ligue yougoslave pour la paix, l'indépendance et l'égalité des peuples.

Actuellement, représentant de la Yougoslavie à la Commission des droits de l'homme et chef de la délégation yougoslave.

Auteur de nombreux articles et études traitant des questions internationales.

Marié, père de deux enfants.

M. BENJAMIN CHARLES GEORGE WHITAKER

(Candidature proposée par le Gouvernement du Royaume-Uni  
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités depuis 1975

Président du Groupe de travail ONU sur l'esclavage (1976/78)

Président du Groupe de travail des Communications (1980) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Date de naissance : 15 septembre 1934

Situation familiale : marié, trois enfants

Etudes : Eton; New College, Oxford; inscrit au barreau, Inner temple

Carrière :

1959-1967	Exerce en tant qu'avocat
1960-1969	Vice-Président du Fonds Danilo Dolci
1966-1970	Membre du Parlement (travailleiste), Hampstead
1963-1964	Chargé de cours de droit à l'Université de Londres
1966	Secrétaire privé du Ministre du logement et de l'administration locale
1969-1970	Sous-Secrétaire d'Etat, Ministère du développement d'outre-mer
1974-1976	Membre du Goodman Committee on Charity Law-Reform Membre du College Committee, University College, Université de Londres Président de la Defence of Literature and Arts Society et membre du City Poverty Committee
Depuis 1971	Directeur du Minority Rights Group
Depuis 1975	Président de la Defence of Literature and Arts Society
Depuis 1978	Membre de la Commission du Royaume-Uni pour l'UNESCO

Publications : A Radical Future, 1967; Crime and Society, 1967; Participation and Poverty, 1968; Parks for People, 1971; The Fourth World, 1972; The Foundations, 1974.  
The Police in Society, 1979.

M. DZANKON DEITEMENI OLOLI ZUBU

(Candidature proposée par le Gouvernement zaïrois)

Le Citoyen DZANKON, qui est né le 2 février 1944, est licencié en droit (UNAZA 1972) et assume actuellement les fonctions de conseiller du bureau du Commissaire d'Etat (Ministre) à la Justice, pour les questions des droits de l'homme.

Il a, auparavant, exercé les fonctions suivantes :

- Enseignant dans le secondaire, 1972 - 1973;
- Substitut du Procureur de la République, 1973;
- Juge du tribunal de sous-région, 1973 - 1976;
- Juge-Président du tribunal de sous-région, 1976 - 1978;
- Procureur de la République, 1978 - 1979;
- Substitut du procureur général, octobre 1979;
- Procureur de la République, 1979.

Annexe II

Liste des membres de la Sous-Commission de la lutte contre  
les mesures discriminatoires et de la protection des  
minorités qui ont été élus le 9 mars 1978

M. Mario Amadeo	(Argentine)
M. Yuli Bahnev	(Bulgarie)
M. Abdelwahab Boudhiba	(Tunisie)
M. Beverly Carter Jr.	(Etats-Unis d'Amérique)
M. Dumitru Geausu	(Roumanie)
M. Abu Sayeed Chowdhury	(Bangladesh)
Mme Erica-Irene Daes	(Grèce)
M. Abdullah El Khani	(République arabe syrienne)
M. Raúl Ferrero	(Pérou)
M. Hicri Fisek	(Turquie)
M. Manouchehr Ganji	(Iran)
M. Carlos Holguín Holguín	(Colombie)
M. H.W. Jayawardene	(Sri Lanka)
M. Ibrahim Jineta	(Nigéria)
M. Ahmed Khalifa	(Egypte)
M. Antonio Martínez Baez	(Mexique)
M. José Martínez Cobo	(Equateur)
M. Erik Nettel	(Autriche)
M. S. Sharifuddin Pirzada	(Pakistan)
Mme Nicole Questiaux	(France)
M. Waleed Sadi	(Jordanie)
M. L.M. Singhvi	(Inde)
M. Sergey N. Smirnov	(Union des Républiques socialistes soviétiques)
M. Arsène Usher	(Côte d'Ivoire)
Mme Halima Warzazi	(Maroc)
M. Benjamin Whitaker	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)